



janvier 2011

Pour l'avenir de l'Education nationale,

Mettre un coup d'arrêt

à la politique de sabotage!

Manifestations partout en France, samedi 22 janvier 2011

A Paris : 14h30 au RER - Luxembourg

A l'appel des syndicats, des associations de parents d'élève, etc.

Le budget 2011 programme à nouveau la suppression de 16.000 emplois à la rentrée dans l'Education nationale. Ils s'ajouteraient aux 66.000 postes déjà rayés des cadres depuis 2007. Pourtant le nombre d'élèves scolarisés va encore augmenter en 2011 de 48.000 dans le secondaire et de 9.000 dans le primaire.

Ces choix budgétaires sont synonymes de classes plus chargées, de réduction des enseignements dispensés, des heures de soutien ou de certaines formations professionnelles notamment, de fermetures d'école aussi bien en zones rurales qu'urbaines.

En parallèle, le gouvernement démantèle la formation pédagogique des enseignants, développe la précarité dans le recrutement.

Les résultats de cette politique se font sentir, dans les familles, dans les villages et les quartiers, dans l'économie.

Les évaluations nationales et internationales constatent la baisse générale des résultats du système scolaire français et en particulier le développement rapide des inégalités.

Il ne s'agit pas d'une fatalité économique mais d'un choix politique du pouvoir : celui du sabotage de l'Ecole laïque et républicaine, celui du recul du niveau de formation des travailleurs et citoyens de France.

Notre système, l'école publique, gratuite, laïque et républicaine a fait ses preuves. Par exemple, nos écoles maternelles, si dangereusement attaquées, sont un modèle envié, très supérieur aux systèmes payants et non scolaires de garde d'enfant qui prédominent dans les autres pays européens.

Mais l'éducation nationale est malade d'une politique qui l'empoisonne peu à peu.

La question financière n'est qu'un prétexte. Les emplois supprimés en 2010 dans l'éducation pèsent largement moins que les 700 millions d'euros que coûte annuellement l'intervention de l'armée française dans la guerre américaine en Afghanistan, 40 fois moins que la fortune de Mme Bettencourt. Pour subventionner l'école privée, le gouvernement (comme certaines collectivités) trouve aussi des centaines de millions d'euros à attribuer en exonérations d'impôt et de cotisations sociales, en subventions, prélevés sur l'intérêt national.

Le projet du pouvoir en France, conforme à la « stratégie de Lisbonne » définie en 2000 par l'UE, consiste à

- développer le marché lucratif des formations en développant les inégalités et la « concurrence ». La suppression de la carte scolaire, les pressions pour faire éclater l'unité de l'éducation nationale rentrent pleinement dans cette logique de privatisation larvée de l'éducation.
- abaisser l'offre d'éducation au niveau des besoins immédiats du patronat, lequel casse des centaines de milliers d'emplois qualifiés en France chaque année. Le passage du Bac pro en 3 ans, la dévalorisation des BEP en sont des exemples.
- réduire la formation générale, l'acquisition de la culture, de l'esprit critique, pourtant si nécessaires dans un monde en mutation constante, parce qu'elles donnent aux citoyens en formation des éléments pour contester leur exploitation, le règne de l'argent sur notre société. La suppression d'horaires d'histoire au lycée, la perversion des enseignements des sciences économiques et sociales selon l'idéologie patronale, portent la marque de cette vision rétrograde.

Enseignants, parents, lycéens, citoyens, nous subissons tous cette politique à des degrés différents. Les difficultés d'inscription en maternelle, la hausse des coûts réels d'éducation pour les familles, la dégradation des conditions de travail et d'enseignement, la désertification des territoires, la perspective du chômage : tout cela doit nous pousser à défendre un pilier de notre société : l'école publique !

Arrêtons les saboteurs, commençons à gagner l'inversion de leur politique ! Exigeons

- l'annulation des 16.000 suppressions d'emplois planifiées pour 2011, un programme d'embauche de personnels statutaires et qualifiés !
- l'abrogation des décrets Chatel contre le lycée (réduction des enseignements, rupture d'égalité et soumission des établissements à des intérêts privés).
- le rétablissement d'une véritable formation pédagogique des enseignants.
- le rétablissement et l'extension du soutien scolaire au sein de l'Education nationale
- une carte scolaire conçue dans un objectif de cohésion territoriale et de mixité sociale.

A l'automne, par millions pour la défense des retraites, nous avons montré que les forces existent dans ce pays pour mettre en échec la politique au service du patronat et de l'argent. Maintenant, on nous incite à patienter en regardant en spectateur la pièce de boulevard que nous jouent les prétendants à la candidature en 2012, sur fond de large consensus politique (UE, austérité...).

Nous pouvons et devons lutter tout de suite pour gagner ! Dans les semaines qui viennent, certains syndicats enseignants envisagent des luttes, des grèves déterminées. C'est notre affaire à tous de les soutenir.

POUR L'AVENIR DE L'EDUCATION NATIONALE, POUR L'AVENIR DE NOTRE PAYS !

« Celui qui ouvre une porte d'école, ferme une prison » (Victor Hugo – 1847).

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENNER A PCF ,